

Démarche : Demande d'inscription au registre des commissionnaires de transport

Organisme : DRIEAT-ILE DE FRANCE-TRANSPORT ROUTIER

Identité du demandeur

Email	
Civilité	
Nom	
Prénom	

Formulaire

Ce formulaire concerne les entreprises qui souhaitent exercer la profession de commissionnaire de transport et qui ont leur siège social en FRANCE.

Vous devez satisfaire aux 3 exigences réglementaires permettant l'inscription de l'entreprise au registre des commissionnaires de transport (article R1422-2 du code des transports).

Assurez-vous que les pièces justificatives que vous téléchargez soient parfaitement lisibles.

Des compléments pourront vous être demandés par la messagerie de demarches-simplifiées.fr.

Vous pourrez nous les transmettre en les téléchargeant sur cette même messagerie.

Une attestation de conformité (AR GREFFE) vous sera délivrée à l'acceptation de votre dossier par la messagerie de demarches-simplifiées.fr.

L'activité mentionnée sur l'AR GREFFE doit obligatoirement figurer sur le formulaire rempli pour le greffe du RCS.

Transmettez nous votre kbis par la messagerie de démarches-simplifiées.fr

Le certificat d'inscription au registre des commissionnaires sera adressé par courrier à l'adresse du siège social de l'entreprise.

Pensez à indiquer le nom de votre entreprise sur la boîte aux lettres du siège social dès transmission de votre demande auprès de notre service.

Pour les entreprises situées hors ILE DE FRANCE, la demande est à effectuer en ligne via le lien suivant:

https://demarches.developpement-durable.gouv.fr/loc_fr/demarche/requestcategory/transport

Engagement du responsable légal

Conformément à l'article R.1422-24 du code des transports, déclare sur l'honneur m'engager à signaler, dans un délai d'un mois à compter de la décision d'inscription de l'entreprise au registre des commissionnaires de transport, à la DREAL, la DRIEA-IF ou la DEAL dans laquelle l'entreprise est inscrite, tout changement de nature à modifier sa situation au regard de son inscription.

Avertissements :

 est puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 € d'amende le fait de présenter sciemment de faux renseignements à l'occasion d'une enquête relative aux conditions d'inscription au registre (article L. 1452-2 du code des transports) ;

 est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la cinquième

Demande d'inscription au registre des commissionnaires de transport

classe le fait de méconnaître les obligations de signalement dans le délai d'un mois ci-dessus (article R. 1452-2 du code des transports).

Cochez la mention applicable

☐ Oui

☐ Non

Identification de l'entreprise

Nom commercial utilisé

le cas échéant

Informations du siège ou de son établissement principal en France pour les entreprises ayant leur siège à l'étranger

NIC du siège (Le numéro interne de classement (NIC) correspond aux cinq chiffres ajoutés au numéro SIREN de l'unité légale pour composer le numéro SIRET d'un établissement)

Dans le cas d'une entreprise établie en France

Adresse

Numéro de la voie

Type de voie

Nom de la voie

Code postal

Ville

Département

Numéro de téléphone

Adresse Email

Informations du siège social de l'entreprise étrangère dont le siège social n'est pas en France

Adresse

Demande d'inscription au registre des commissionnaires de transport

Numéro de téléphone

Adresse Email

IDENTIFICATION DU-DES RESPONSABLE-S LEGAL-AUX (1)

Civilite

☐ Mme

☐ M.

Nom

Nom marital

Prénom

Date de naissance

Lieu de naissance

Département de naissance

Nationalité

Adresse

Numéro de la voie

Type de voie

Nom de la voie

Code postal

Ville

Demande d'inscription au registre des commissionnaires de transport

Département

Numéro de téléphone

Adresse Email

Atteste sur l'honneur

Que durant les cinq années précédant la signature de la présente déclaration, je n'ai fait l'objet d'aucune condamnation citée au code des transports (Cf articles R 1422-6 et R 1422-7 du code des transports).

Cochez la mention applicable

☐ Oui

☐ Non

Pays de résidence du responsable légal durant les cinq années précédant la signature de la présente déclaration

Cochez la mention applicable, plusieurs valeurs possibles

☐ France

☐ État partie à l'accord sur l'Espace Économique Européen autre que la France

☐ Pays étranger n'appartenant pas à l'Espace Économique Européen

IDENTIFICATION DU-DES RESPONSABLE-S LEGAL-AUX (2)

Civilité

☐ Mme

☐ M.

Nom

Prénom

Date de naissance

Lieu de naissance

Département de naissance

Nationalité

Adresse

Numéro de voie

Demande d'inscription au registre des commissionnaires de transport

Type de voie

Nom de la voie

Code postal

Ville

Atteste sur l'honneur

Que durant les cinq années précédant la signature de la présente déclaration, je n'ai fait l'objet d'aucune condamnation citée au code des transports

(Cf Notice explicative en suivant le lien : <https://www.drieat.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/commissionnaires-de-transport-conditions-d-acces-a-a12402.html>).

Cochez la mention applicable

☐ Oui

☐ Non

Département

Numéro de téléphone

Adresse Email

Pays de résidence du responsable légal durant les cinq années précédant la signature de la présente déclaration

Cochez la mention applicable, plusieurs valeurs possibles

☐ France

☐ État partie à l'accord sur l'Espace Économique Européen autre que la France

☐ Pays étranger n'appartenant pas à l'Espace Économique Européen

Si le nombre de responsables dépasse 2, renseigner cette rubrique dans le fichier dédié se trouvant dans la section pièces-jointes

NOTA: ces déclarations seront vérifiées ultérieurement par l'administration avec un extrait de casier judiciaire.

IDENTIFICATION DE L'ATTESTATAIRE DE CAPACITE PROFESSIONNELLE ET EXIGENCE D'HONORABILITE

Civilité

☐ Mme

☐ M.

Nom

Demande d'inscription au registre des commissionnaires de transport

Nom marital

Prénom

Date de naissance

Lieu de naissance

Département de naissance

Nationalité

Adresse

Numéro de téléphone

Adresse Email

Il atteste sur l'honneur que durant les cinq années précédant la signature de la présente déclaration, il n'a fait l'objet d'aucune condamnation citée au code des transports (Cf. Notice).

Cochez la mention applicable

☐ Oui

☐ Non

Pays de résidence de l'attestataire durant les cinq années précédant la signature de la présente déclaration

Cochez la mention applicable, plusieurs valeurs possibles

☐ France

☐ État partie à l'accord sur l'Espace Économique Européen autre que la France

☐ Etranger autre que l'Espace Économique Européen

Il/elle déclare sur l'honneur être présent dans cette entreprise sur une durée par semaine de:

En heures par jour travaillé et nombre de jours par semaine

Il/elle déclare sur l'honneur être pourvu(e) de l'autorité et de la compétence nécessaire pour assurer la direction permanente et effective de l'entreprise

Cochez la mention applicable

Demande d'inscription au registre des commissionnaires de transport

☐ Oui

☐ Non

Pièces jointes

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ L'acte de constitution de l'entreprise ou les statuts à jour enregistrés, comportant la nomination du ou des responsables légaux, ou le procès-verbal de leur nomination

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ L'extrait du registre du commerce et des sociétés ou le cas échéant du répertoire des métiers, lorsqu'il est exigé ; ce document doit dater de moins de trois mois.

Pour les entreprises en cours de constitution, la production de cet extrait peut être différée d'un délai maximal de trois mois à compter de la date de dépôt de la demande

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ La copie d'une pièce d'identité (carte d'identité, passeport) de la personne assurant les fonctions de responsable légal de l'entreprise (dirigeant, directeur général, chef d'entreprise, etc.)

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ Copie de l'attestation ou du certificat ou du justificatif de capacité professionnelle

Sauf cas de dispense

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ Contrat de travail (comprenant la description des missions)

Selon les fonctions exercées dans l'entreprise par la personne assurant la direction permanente et effective de l'activité de commissionnaire de transport

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ Honorabilité professionnelle (équivalent du casier judiciaire national le cas échéant)

Les personnes résidant en France depuis moins de cinq ans, dont la résidence précédente est située dans un État partie à l'accord sur l'Espace économique européen, doivent prouver leur honorabilité professionnelle par un document délivré depuis moins de trois mois par une autorité judiciaire ou administrative de ce pays attestant que cette personne y satisfait à la condition d'honorabilité professionnelle telle que définie par le règlement n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009, conformément à l'article R. 1422-8 du code des transports.